

Unité départementale du Loiret
03 rue du Carbone
45072 Orléans

Orléans, le 11/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GXO LOGISTICS FRANCE

1 rond point du Général Eisenhower
Golf Park - bâtiment F
31100 Toulouse

Références : 465 / 2024
Code AIOT : 0010000854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement GXO LOGISTICS FRANCE implanté 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 Le Malesherbois. L'inspection a été annoncée le 23/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GXO LOGISTICS FRANCE
- 76 Avenue du Général Patton ZI route d'Etampes - BP 62 45330 Le Malesherbois
- Code AIOT : 0010000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est exploité par la société GXO LOGISTICS FRANCE sous couvert de l'arrêté

préfectoral du 10 décembre 2004 modifié le 21 juillet 2015. L'entrepôt est actuellement soumis au régime de l'autorisation notamment au titre des rubriques n° 4320, 4321, 4331, 4511 et 4755 de la nomenclature des installations classées. Ce site est classé SEVESO « seuil bas ».

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Point 1-Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	60 jours
2	(ex Point 17)- Plan d'opération interne	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
3	(ex Point 18)- flux thermiques et réserves d'eau	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
14	cessation d'activité	Code de l'environnement du 30/12/2024, article L.512-12-1	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Exercice d'évacuation	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 annexe II	Susceptible de suites	Sans objet
5	Système d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre-2	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	(ex Point 1)- Présence de groupes froids	Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 557-14-1 et L. 557-28	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Déclaration SEVESO	Code de l'environnement du	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
		30/09/2024, article R.515-28		
9	Plan de surveillance environnement	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 2.5.3	/	Sans objet
10	(ex Point 21) – Débourbeur/déshuileur-station service	Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article Art. 4.3.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
11	(ex Point 20)- Débourbeur/déshuileur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
12	(ex Point 8bis) - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
13	(ex Point 8)- rétention déportée	Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Point 1-Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 27/04/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 14/07/2022
Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

[...]

Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Constats :

Le site est composé de deux bâtiments B1 et B4. Les bâtiments comprennent respectivement 2 cellules pour le B1 et 4 cellules pour le B4.

Préalablement à la visite, l'exploitant a transmis un état des stocks ICPE, en date du 25/09/2024. Cet extrait de l'état des stocks est sous forme de tableau précisant les quantités de produits stockés dans les cellules A, B, C et D pour le B4 ; E et F pour B1. L'état des stocks indique également la quantité de fioul dans la cuve alimentant le dispositif de type sprinklage.

On retrouve dans l'état des stocks, entre autres produits :
- 2 x 30 tonnes dans deux bennes extérieures.

L'exploitant doit se positionner sur le fait de préciser si les matières contenues dans les bennes extérieures sont des matières combustibles ou dangereuses classables ou des déchets.
Dans le cas si les matières sont des déchets, l'inspection a constaté l'absence de classement des déchets selon d'une part leur identification par le grand public (à titre d'exemple déchets de matières combustibles, déchets inflammables, déchets explosifs etc...) et d'autre part selon leurs risques si ces derniers sont des déchets dangereux (mention déchets HPX).
Pour rappel, la caractérisation des déchets dangereux est réalisée conformément à l'article R. 541-8 du Code de l'environnement.

Dans le cas où ces produits sont toujours classables, il doivent être classés selon les rubriques de la nomenclature.

L'exploitant a indiqué procéder à une extraction journalière afin de le mettre à disposition au poste de garde du site (conservé dans une mallette).
Ce point a été vérifié lors de la visite sur le terrain.

Une sauvegarde journalière sur les serveurs du siège à Toulouse est également réalisée afin de transmettre un état des stocks aux services de secours ou aux autorités compétentes, en cas d'impossibilité sur le site.

Des inventaires annuels sont réalisés par ces sociétés au moins une fois par an.

A noter que l'écart relatif à l'état des stocks incomplet du fait de l'absence de mention de l'ensemble des produits stockés dans les installations et notamment ceux relevant des rubriques 4XXX a été levé lors de la lettre de suite de l'inspection du 28/10/2022 ainsi que la disposition 1.1.a) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022..

Ecart [PdC n°1] L'état des stocks est incomplets puisque les déchets contenus dans les bennes extérieures ne sont pas caractérisés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre un état des stocks avec caractérisation des déchets.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : (ex Point 17)-Plan d'opération interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 3.5.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2023
Prescription contrôlée : Article 3.5.7.3 Un plan d'opération interne (P.O.L) est établi en concertation avec les services départementaux d'incendie et de secours. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce POI devra prendre en compte la présence d'établissements à risques situés à proximité de l'entrepôt. [...] Annexe V de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier, du livre V du code de l'environnement[...] <i>" i) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, en adéquation avec les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</i> <i>j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté. »</i>
Constats : Pour rappel, le constat relevé lors de la dernière visite : "C5 : Le POI version du 04/01/2023 est incomplet puisqu'il ne comprend pas les dispositions

permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site."

Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant a répondu au constat « C5 » relevé lors de la visite du 12/04/2023 : « *Afin de répondre à cette exigence, nous avons décidé de faire la stratégie de 1^{er} prélèvement environnementaux par la société APAVE. Ainsi vous pourrez trouver en Pj_3la première proposition de stratégie de prélèvement. De ce fait le POI n'est pas encore à jour de tous les éléments et vous sera transmis une fois les mises à jour effectuées.* » Le rapport de l'APAVE du 20/02/2024, n°C23085710, relatif aux premiers prélèvements environnementaux a été transmis à l'inspection.

L'inspection prend note de la transmission de document.

A noter que l'inspection n'a pas procédé à un examen exhaustif du rapport.

L'exploitant pourra mettre utilement en exercice ce document et notamment vérifier la disponibilité du prestataire pour la réalisation des prélèvements lors d'un prochain exercice POI.

Lors de la visite, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le Plan d'opération interne n'est toujours pas opérationnel.

En effet, le POI est toujours en cours d'élaboration notamment sur le sujet du nettoyage de l'environnement (moyens et méthodes) après un accident majeur sur le site.

Pour autant, l'exploitant a précisé que le POI pourrait être validé pour la fin de l'année.

[Ecart PdC n°2] L'exploitant ne justifie pas d'un Plan d'Opération Interne intégrant les moyens et les méthodes prévues pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 3 : (ex Point 18)-flux thermiques et réserves d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, flux thermiques et réserves d'eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023

Prescription contrôlée :

Art. 4.1[...]

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générées en cas d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les voies de circulation touchées par ces zones d'effets.

Annexe VIII de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 :**« 1. Etude des effets thermiques**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

2. Mesures à prendre

A.-Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/ m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² :

-soit un système d'extinction automatique d'incendie ;

-soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II. afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...]"

Article VI.2.V de l'Arrêté Ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation :

L'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre

les incendies définis à l'article VI-I du présent arrêté et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies. L'exploitant peut avoir recours à des protocoles d'aide mutuelle ou conventions et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre.

L'exploitant définit et justifie, en fonction de la stratégie de lutte contre l'incendie retenue, le positionnement des réserves d'émulseur, dans les conditions définies à l'article VI-1 du présent arrêté.

Les pomperies, réserves d'émulseur et points de raccordement de moyens de pompage mobiles aux ressources en eau sont implantés hors des zones d'effet thermique d'intensité supérieure à 5 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers. Cette prescription n'est pas applicable pour chacun des cas suivants :

- lorsqu'un équipement peut être sollicité à distance par du personnel de l'exploitant formé à sa manœuvre ;
- lorsque, pour un scénario d'incendie considéré, l'équipement est doublé et l'équipement redondant est situé hors des zones d'effets thermiques susmentionnées ;
- lorsque la présence de l'équipement dans la cellule de liquides inflammables à l'origine de l'incendie est justifiée du fait de sa conception et de sa fonction vis-à-vis de la lutte contre cet incendie.

Annexe I, Article VI.2 de l'Arrêté Ministériel du 24 septembre 2020 relatif au stockage en récipients mobiles de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation :

"[...]Les travaux identifiés comme nécessaires lors de la mise à jour de la stratégie incendie en application des autres points de l'article VI.2 sont réalisés avant le 1er janvier 2026."

Constats :

Pour rappel, l'écart relevé par l'inspection lors de la visite du 12/04/2023 :

"C7 : L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection la cartographie des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générés en cas d'incendie dans l'entrepôt et faisant apparaître clairement les limites de propriété, les constructions et les voies de circulation touchées par ces zones d'effets."

Le 29/02/2024, l'exploitant a indiqué par courriel : « Nous prenons compte de vos remarques et avons demandé à la société Bureau Veritas de réaliser une étude FLUMILOG des flux thermiques avec vos demandes explicitées. Vous trouverez en Pj_5le devis de la prestation validé par la direction ainsi que le bon de commande. »

Lors de la visite, le 18 septembre 2024, l'exploitant a transmis la modélisation des zones d'effets thermiques, susceptibles d'être générées en d'incendie dans l'entrepôt.

Le rapport des modélisations, en date du 18/09/2024 (dernière version), a été réalisé par le Bureau VERITAS et porte le numéro n°1 - 998NSEB.

L'inspection a examiné par sondage le rapport des modélisations réalisé par Bureau Véritas.
La méthode FLUMILOG a déterminé les distances associées aux effets thermiques en cas d'incendie dans les cellules A, B, C, D, E et F.

Le prestataire a procédé à une modélisation à l'aide de différentes palettes types (Liquides inflammables ; éthanol ; aérosols ; polymères et produits combustibles).

Différents scénarios ont été modélisés.

Une hauteur de cible de 1,80 mètre a été retenue (stature d'un homme) **sauf** pour les modélisations :

- cellules E et F en rubrique 1510
 - cellules E et F en rubrique en rubrique 2662,
- , pour lesquelles une hauteur de cible de 3,8 mètres a été prise (modélisation permettant de considérer le dénivelé entre la société GXO et la société voisine).

Les conclusions du rapport indique que des flux de 8 kW/m² sortent des limites de propriété pour les modélisations effectuées suivantes :

1. Cellule A rubrique LI (liquide inflammable) : palette LI ;
2. Cellule A rubrique LI : éthanol ;
3. Cellule B rubrique LI : palette LI ;
4. Cellule B rubrique LI : éthanol ;
5. Cellule C rubrique LI : palette LI ;
6. Cellule C rubrique LI : éthanol ;
7. Cellule E rubrique 1510 ;
8. Cellule E rubrique 2662 ;
9. Cellules E et F rubrique 1510 ;
10. Cellules E et F rubrique 2662 ;
11. Cellules A, B et C rubrique LI : palette LI ;
12. Cellules A, B et C rubrique LI : éthanol ;
13. Cellules B (rubrique LI : palette LI), C (rubrique LI : palette LI) et D (rubrique 4320) ;
14. Cellules B (rubrique LI : palette éthanol), C (rubrique LI : palette éthanol) et D (rubrique 4320).

Pour les modélisations de la cellule E (en rubrique 2662) et cellule E et F (en rubrique 2662) les flux thermiques de 8 KW/m² (seuil des effets domino) touchent le bâtiment de la société voisine implantée 74 RUE DU GENERAL PATTON, sur la commune du Malesherbois (45330).

De même, les modélisations suivantes mettent en évidence que la bassin incendie du site est impacté par des effets thermiques de 8 kW/m²:

- la modélisation d'un incendie de palettes de liquides inflammables en cellules A, B et C ;
- la modélisation d'un incendie de palettes de liquides inflammables et d'aérosols (modélisation Cellules B et C en rubrique Li et D en rubrique 4320).

Compte tenu de ce qui précède, l'écart relevé lors de la visite 12/04/2023 est soldé.

Pour autant, au jour de la visite, l'exploitant n'a pas proposé de plan d'action pour contenir les

flux de 8kW/m² sur son site. Il a justifié cet absence de plan d'action du fait de la réception des modélisations le 18/09/2024.

Les modélisations des cellules de liquides inflammables présentent également des flux thermiques supérieurs à 5 kW/m² atteignant et couvrant une grande partie de la réserve d'eau incendie. Pour rappel, cette réserve est une réserve aérienne composée d'une bâche de fond en matière plastique. Aussi, compte tenu des flux thermiques l'atteignant son intégrité est donc remise en cause en cas d'incendie. En conséquence, en cas d'incendie des cellules de liquides inflammables, les aires de mise en station des pompiers et la réserve d'eau seront inutilisables.

Aussi, au regard du 2 de l'annexe VIII de l'Arrêté Ministériel du 11 avril 2017 dans son chapitre A, du point "2. Mesure à prendre" :

L'exploitant doit identifier et mettre en place des mesures correctives afin d'éviter que des flux thermiques des 8kW/m² n'atteignent le site voisin.

Au regard de l'article VI.2.V de l'arrêté Ministériel du 24 septembre 2020 :

Des mesures correctives doivent être envisagées de manière à éviter que des flux thermiques des 5kW/m² ne couvrent la réserve incendie du site, rendant ce dernier inutilisable par les services de secours.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit justifier :

- du plan d'action et de la mise en place des mesures correctives afin d'éviter que des flux thermiques des 8 kW/m² n'atteignent le site voisin,
- du plan d'actions relatif aux mesures correctives envisagées de manière à éviter que des flux thermiques des 5 kW/m² ne couvrent la réserve incendie du site et les aires de mise en station associées, rendant ce moyen de lutte contre l'incendie inutilisable par les services de secours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 60 jours

N° 4 : Exercice d'évacuation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 14 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice d'évacuation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, lors de l'inspection du 12/04/2023 :</p> <p><i>"C6 : L'exploitant n'a pas respecté de la périodicité maximale de 6 mois entre 2 exercices d'évacuation entre les 2 derniers exercices d'évacuation."</i></p> <p>Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant a transmis les comptes rendu des exercices d'évacuation qui se sont déroulés le 18/10/2023 (à 14h27) et le 07/04/2023 (08h28). Pour ce dernier exercice, l'exploitant a également transmis un tableau sous format excel nommé "Check-list POI du 7 avril 2023".</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que le dernier exercice d'évacuation a eu lieu le 22 avril 2024 à 11 heures 09.</p> <p>L'évènement déclencheur de l'exercice était un incendie en cellule B4.</p> <p>A 11 heures 13, la dernière personne à sortir de l'entrepôt, était le dernier serre file de la société.</p> <p>L'exploitant a mis fin à l'exercice à 11 heures 15.</p> <p>Le bilan de cet exercice :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un fusible d'une porte coupe-feu n'a pas fonctionné (l'exploitant a indiqué avoir fait intervenir un prestataire pour changer la pièce défectueuse.) • 2 salariés n'ont pas évacué les lieux lors de l'exercice <p>L'exploitant a précisé avoir resensibilisé son personnel sur la nécessité d'évacuer le bâtiment en cas d'activation de l'alarme incendie.</p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Système d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13 annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité et vérification du système d'extinction incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023

Prescription contrôlée :

[...]

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Constats :

Lors de la visite du 12/04/2023, l'inspection avait constaté :

"C13 : En l'absence d'une justification de la vérification triennale de tous les points F, l'exploitant ne justifie pas de l'entretien régulier du système d'extinction automatique incendie conformément au référentiel en vigueur."

Pour répondre à cet écart « C13 » l'exploitant a transmis à l'inspection, le 29/02/2024 un rapport de la société FORTEM sur le test TRIENNAL de son système d'extinction incendie le 16/02/2024. Le test triennal mentionne par vérification des points F

A l'issue du contrôle, le prestataire conclut que l'installation est en service.

L'écart de la visite précédente est levé.

Lors du contrôle semestriel de la société AXIMA, le 20/06/2024, (rapport n°202406) une non-conformité a été relevé sur un débitmètre

L'exploitant a indiqué que cet appareil ne permettait plus de relevé les courbes de pression.

L'exploitant a présenté une facture (n° F 2024 08 1691 en date du 30 août 2024) de la société FORTEM pour le remplacement d'un débitmètre présent sur son installation d'extinction automatique incendie.

L'exploitant a également présenté une feuille d'intervention (n°304519413) de la société AXIMA pour la création du point F sur le poste sous eaux n°1, en date du 07/10/2024.

Au regard des éléments présentés, pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Vérification des dispositifs de protection contre la foudre-2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Art. 21
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification protection foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ecart relevé lors de la visite du 12/04/2023 :</p> <p><i>"C11 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre compte tenu de l'absence de mention du test des paratonnerres à dispositifs d'amorçage et de la mention d'équipements installés mais non vérifiés puisque absents de l'étude technique foudre."</i></p> <p>En effet, lors de la visite précédente, l'exploitant a procédé à la réalisation de la vérification complète des installations foudre par l'APAVE, le 21/04/2023. Ce rapport mentionne que les PDA n'ont pas été testés. Aussi, la vérification « complète » est incomplète.</p> <p>Pour répondre à cet écart, l'exploitant a transmis à l'inspection, le 29/02/2024, le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre de l'entreprise RENARD, n°2678.R06.164.23 entrepôts B1 et B2 en date de juillet 2023. Le rapport mentionne une observation : Le paratonnerre n°5 est hors service (dispositif</p>

d'amorçage défectueux).

L'exploitant a procédé à la mise en conformité de son installation en réalisant des travaux.
L'exploitant a présenté:

- le rapport de fin de travaux, n°2678.R06.165.23, Bâtiments 1 et 4, en date de novembre 2023.

Ce rapport mentionne :

Test : positif, paratonnerre à dispositif d'amorçage Type "Iter" n°3 et 4.

- le rapport de fin de travaux , n°2678.R07.181.23, bâtiment 1, en date de novembre 2023.

Ce rapport mentionne :

Test : positif, paratonnerre à dispositif d'amorçage Type "Iter" n°5.

Au regard des justificatifs présentés, l'exploitant a procédé à la remise en conformité de ses installations de protection contre la foudre.

L'écart de la visite précédente est levé et pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : (ex Point 1)-Présence de groupes froids

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/04/2023, article R. 557-14-1 et L. 557-28

Thème(s) : Situation administrative, Soumission au suivi en service des équipements sous pression

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/08/2023

Prescription contrôlée :

Art. R.557-14-1 du CE

I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui

relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :

[...]

2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars.litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à :

a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;

b) 4 bars pour les autres récipients ;

[...]

Art. L.557-28 du CE

En raison de leurs risques spécifiques et de leurs conditions d'utilisation, certains produits et équipements sont soumis au respect d'exigences complémentaires en ce qui concerne leur installation, leur mise en service, leur entretien et leur exploitation, afin de garantir la sécurité du public et du personnel et la protection des biens.

Ils sont, en fonction de leurs caractéristiques, soumis à l'une ou plusieurs des opérations de contrôle suivantes :

1° La déclaration de mise en service ;

2° Le contrôle de mise en service ;

3° L'inspection périodique ;

4° La requalification périodique ou le contrôle périodique ;

5° Le contrôle après réparation ou modification.

Certaines de ces opérations sont réalisées par des organismes mentionnés à l'article L. 557-31.

Constats :

Constat initial de l'inspection :

"C14 : L'exploitant ne justifie pas de la soumission au suivi en service des systèmes frigorifiques extérieurs installés entre les bâtiments B1 et B4. Le cas échéant, l'exploitant ne justifie pas d'une liste des équipements sous pression intégrant les systèmes frigorifiques sous pression soumis au suivi en service et l'exploitant ne justifie pas des contrôles périodiques de ces systèmes frigorifiques soumis au suivi en service"

Par courriel en date du 29/02/2024, l'exploitant a transmis un devis (n°20243977) pour la vidange et l'enlèvement des 15 groupes frigorifiques du site.

Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les fiches d'intervention de vidange des fluides des groupes frigorifiques établi par la société LUBIN MAINTENANCE (Cerfa n°15497*03) pour les

groupes frigorifiques suivants :

1. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 7ZP00269, fait le 17/04/2024 ;
2. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00076, fait le 17/04/2024 ;
3. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00067, fait le 17/04/2024 ;
4. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00189, fait le 16/04/2024 ;
5. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00160, fait le 17/04/2024 ;
6. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00198, fait le 15/04/2024 ;
7. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00097, fait le 17/04/2024 ;
8. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P0055, fait le 16/04/2024 ;
9. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 7ZP00373, fait le 15/04/2024 ;
10. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00167, fait le 16/04/2024 ;
11. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00070, fait le 06/05/2024 ;
12. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 7ZP00528, fait le 06/05/2024 ;
13. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00191, fait le 06/05/2024 ;
14. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00174, fait le 06/05/2024 ;
15. PUHY-P250YNW-A ; Mitsubishi ; 81P00129, fait le 06/05/2024.

L'inspection a constaté que certaines fiches d'intervention ne font pas mention de la dénomination de l'établissement où le prestataire est intervenu. De plus, une fiche d'intervention ne précise pas le type d'intervention (pour le groupe frigorifique 81P000167).

L'exploitant doit utilement de vérifier que les documents transmis à l'inspection soient correctement renseignés.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence des groupes frigorifiques. Par sondage, trois appareils avaient des vignettes « Groupe vide » et les connecteurs d'alimentation scellés.

L'exploitant a également transmis une attestation sur l'honneur de la société LUBIN MAINTENANCE, en date du 15/05/2024, attestant du retrait des fluides frigorifiques des 15 unités présentes sur le site de GXO à MALESHERBES (45330).

Compte tenu de ce qui précède, l'écart de la visite précédente est levé. Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Déclaration SEVESO

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/09/2024, article R.515-28

Thème(s) : Autre, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

I.-A l'issue de la procédure prévue au II de l'article L. 515-32, l'exploitant informe le préfet du

résultat de ce **recensement**.

A compter du 31 décembre 2015, ce recensement est effectué **tous les quatre ans, au 31 décembre**.

Constats :

Le 15/05/2024, l'exploitant a procédé à la déclaration du recensement des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être dans ses installations sur l'application SEVESO 3.

Pas d'écart relevé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan de surveillance environnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article 2.5.3

Thème(s) : Risques accidentels, Conformité des installations

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met en place un plan de surveillance en matière de sécurité et d'environnement.

Les moyens matériels et humains nécessaires pour réaliser cette mission sont définis et mis en œuvre.

Le plan de surveillance est établi à partir des arrêtés préfectoraux de l'établissement et a pour mission de lister les écarts constatés entre les arrêtés préfectoraux et l'existant. Ce plan, qui est mis à jour chaque fois que nécessaire se présente en deux parties :

- une première partie relative aux prescriptions imposant des contrôles ou informations périodiques (électricité, matériel incendie, incidents/accidents, modification, eau, air, bruit),
- une seconde partie relative aux autres prescriptions concernant la mise en place de matériels ou de dispositions constructives.

Ce plan est transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté. Un bilan annuel de son application est réalisé et transmis à l'inspection des installations classées avec les écarts détectés et la justification de leur traitement.

Dès lors que l'ensemble des justifications de conformité ont été fournies, la transmission annuelle susvisée de la seconde partie du plan n'est plus exigée.

Constats :

L'exploitant a présenté à l'inspection l'application (BlueKango) qui lui permet une veille sur les dates d'échéances de vérification et de contrôles des différents équipements de son établissement.

L'exploitant utilise cette application début le début de l'année 2024.

L'inspection a constaté que différents rapports d'intervention de prestataires y sont enregistrés et que l'exploitant procède aux suivies des mesures correctives à réalisés.

Par sondage sur le suivi des actions avant la mise en place Bluekango, l'inspection a constaté qu'une anomalie avait été relevée dans l'analyse des eaux résiduelles d'octobre 2023. Pour y répondre, l'exploitant a procédé au curage des débourbeurs/déshuileurs le 24/05/2024.

L'exploitant a présenté, via "Track Déchets", les BSD n°BSD-20240522-H3CMSYGCE (2,12Tonnes) et n°BSD-20240522-OYX7ZDYAP (1,72 tonnes) en date du 27/05/2024 pour le retrait des polluants des débourbeurs/déshuileurs.

Par sondage sur Bluekango, l'inspection a constaté qu'une anomalie avait été relevée lors du contrôle semestriel du système de sprinklage (débitmètre défectueux) par la société AXIMA (rapport n°202406, en date du 30/08/2024).

L'exploitant a présenté la facture d'intervention (n° F 2024 08 1691, en date du 30/08/2024) de la société FORTEM, pour le remplacement du débitmètre défectueux.

Par conséquent, l'exploitant dispose d'un plan de surveillance de ses installations et désormais dématérialisé via l'application BlueKango.

Pas d'écart relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : (ex Point 21) – Débourbeur/déshuileur-station service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/12/2004, article Art. 4.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur-station service

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023

Prescription contrôlée :

[...]

Les liquides ainsi collectés devront, avant leur rejet dans le milieu naturel, être traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Ce décanteur séparateur sera conçu et dimensionné de façon à évacuer un débit minimal de 45 litres par heure, par mètre carré de l'air considéré, sans entraînement de liquides inflammables.

Un dispositif de collecte indépendant sera prévu en vue de recevoir les autres effluents liquides tels que les eaux de lavage, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de remplissage ou de distribution.

Ce dispositif sera nettoyé aussi souvent que cela s'avérera nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an.

Constats :

Constat relevé lors de l'inspection du 12/04/2023 :

"C9 : L'exploitant ne dispose pas d'un séparateur d'hydrocarbures au niveau de la station de distribution de carburant muni d'un dispositif d'obturation automatique et distinct du débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration. (ex C20)"

Par courriel du 16/01/2024 , la société GXO a confirmé à l'inspection avoir obtenu l'entérinement de la part de XPO Transport de l'arrêt définitif du fonctionnement de la station-service soumise à déclaration au titre de la rubrique 1435 de la nomenclature.

L'exploitant devait :

- notifier la cessation d'activité des installations relatives à la rubrique 1435 conformément à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement,
- procéder aux opérations de mise en sécurité des installations relatives à la rubrique 1435 telles que définies par les points IV et V de l'article R. 512-75-1 du code de l'environnement ;
- transmettre l'ATTES SECUR relative à la mise en sécurité des installations relative à la rubrique 1435 conformément à l'article R. 512-39-1.III du code de l'environnement,
- le cas échéant, conformément à l'article R. 512-39-2 du code de l'environnement, réaliser sur demande expresse et justifiée de l'exploitant, la possibilité de différer la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2.

Le 29/02/2024, L'exploitant a transmis la copie d'un courrier (en date du 30 janvier 2024) demandant à la société XPO Transport l'autorisation de procéder aux travaux nécessaires pour l'enlèvement de la station service. Le courrier mentionne également qu'un acte d'huissier (en date

du 20 décembre 2023) a été délivré, à la société XPO Transport, pour donner congé de l'utilisation de la station service au 31 décembre 2024.

Le 08 avril 2024, l'exploitant a informé la DREAL de la cessation d'activité de la station service d'XPO Transport.

Le 17/04/2024 et 05/06/2024, l'exploitant a transmis par courriel de photos de l'enlèvement de la cuve de stockage de la station-service et le résultat en fin de travaux.

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté que la station-service n'était plus présente.

Compte tenu de l'enlèvement de la station-service, l'écart de la visite précédente est levé.

La disposition 1.4.c) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 est donc respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 11 : (ex Point 20)- Débourbeur/déshuileur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.6.4 Annexe II et Art. 1.6.2 AP 10/12/2004

Thème(s) : Risques accidentels, Débourbeur/déshuileur

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023

Prescription contrôlée :

Point 1.6.4 annexe II AM 11/04/2017

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.

<p>Art. 1.6.2 AP 10/12/2004</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux des voies de circulation et des parcs de stationnement) doivent, avant rejet, faire l'objet d'un prétraitement par un ou plusieurs dispositifs adaptés, notamment débourbeurs-deshuileurs à obturation automatique avant rejet au bassin filtrant de l'entreprise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour rappel, le constat relevé lors de l'inspection du 12/04/2023 : <i>"C8 : Le débourbeur/déshuileur situé en aval de la vanne de barrage du bassin de rétention et en amont du bassin d'infiltration n'est pas équipé d'un dispositif à obturation automatique. (ex C19)."</i></p> <p>Par courriel du 29/02/2024, l'exploitant a transmis, des photos de la vanne de barrage du bassin de rétention en amont du séparateur d'hydrocarbures.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté la présence et la mise sous tension du dispositif d'obturation.</p> <p>L'écart « C8 » est levé et ladisposition 1.4.b) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 12 : (ex Point 8bis) - bassin de confinement-eaux d'extinction incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 11 annexe II et Art. 3.1.3.2 AP 10/12/2004</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif automatique d'obturation</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Point 11 annexe II AM 11/04/2017 [...] En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles</p>

d'être polluées y sont portées.
[...]

Art. 3.1.3.2. AP 10/12/2004

Isolement du site

Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Cet isolement est réalisé par asservissement des vannes d'isolement au système d'extinction automatique d'incendie ou par tout système équivalent. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Constat de l'inspection lors de la visite du 12/04/2023 :

"C4 : Le bassin de rétention externe de 3 000 m³ dans lequel sont susceptibles d'être recueillies des eaux susceptibles d'être polluées ou des eaux d'incendie n'est pas muni d'un dispositif automatique d'obturation et asservi au système d'extinction automatique incendie. (ex C13)"

Le 03/07/2023, l'exploitant a indiqué que la société OLASS était intervenue sur la vanne martellière implantée à l'angle du bâtiment B4. L'exploitant a précisé également que : [...] « Cette vanne est maintenue fermée en permanence et s'ouvre automatiquement au démarrage du sprinkler afin de permettre l'écoulement des eaux d'incendie vers le bassin de confinement de 3000 m³. Un dispositif d'obturation, créé en amont du séparateur hydrocarbure et asservi au démarrage sprinkler, a été installé (PJ3 : photo travaux). »

Le 29/02/2024, l'exploitant a communiqué des photos de la vanne de barrage ainsi que de son boîtier de commande associé.

Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté la présence de dispositif et sa mise sous tension.

Par conséquent l'écart "C4" est levé et la disposition 1.4.a) de l'article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/06/2022 est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 13 : (ex Point 8)-rétention déportée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/07/2015, article Art. 5.2.4 et 5.2.5

Thème(s) : Risques accidentels, rétention déportée

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 01/07/2023

Prescription contrôlée :

Art. 5.2.4

[...]

Le liquide recueilli au niveau de la zone de collecte est dirigé par gravité vers une rétention extérieure de 3000 m3.

Art. 5.2.5

Lorsqu'elle est nécessaire, la capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé, s'il existe (cas d'un dispositif passif).

[...]

En cas de dispositif de confinement extérieur au bâtiment, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers ce confinement. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, ces systèmes sont munis d'un dispositif d'arrêt automatique et manuel.

Constats :

Pour rappel :

Constats lors de la visite du 12/04/2023 :

"C3 : L'exploitant ne justifie pas, en permanence, du volume utile du bassin de rétention de 3 000 m³. (ex C12)"

Le 29/02/2024, l'exploitant a transmis, par courriel, des photos du bassin de rétention avec une pompe de relevage permettant de retirer l'eau de pluie accumulée dans le bassin.

Lors de visite terrain, l'inspection a constaté que le bassin de rétention du site était vide et de la présence de la pompe de relevage.

L'écart de la visite précédente est levé

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/12/2024, article L.512-12-1

Thème(s) : Situation administrative, ATTES SECUR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque l'installation soumise à déclaration est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur comparable à la dernière période d'activité de l'installation. Il en informe le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation ainsi que le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme.</p> <p>Selon les modalités et dans les cas définis par décret en Conseil d'Etat, l'exploitant fait attester de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité du site par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 08 avril 2024, l'exploitant a informé la DREAL de la cessation d'activité de la station service d'XPO Transport.</p> <p>L'exploitant n'a pas transmis l'ATTES SECUR relative à la mise en sécurité des installations relative à la rubrique 1435 conformément à l'article R. 512-39-1.III du code de l'environnement. (cf PdC n°10)</p> <p>L'exploitant a indiqué que ce document ne lui pas encore été remis par son ancienne filiale XPO Transport. (La station service du site était utilisée pour les véhicules XPO Transport).</p> <p>[Ecart PdC n°14] L'exploitant ne justifie pas de l'ATTES SECUR suite à la cessation de la station service.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60 jours